

Publié le 9 juillet 2021

Menace de retrait des troupes françaises du Mali : que faut-il en penser ?

L'annonce par le Président Macron, le 10 juin, de la fin de l'opération Barkhane, annonce pouvant prélude au retrait des troupes françaises du Mali, répond à de multiples logiques, qu'il s'agit de décrypter. Dans tous les cas, elles traduisent un échec de la politique mise en œuvre par la France depuis le lancement de l'opération en 2014.

Face à tant de «despotismes éclairés» et de démocraties dévoyées, le Mali devait être, sous l'égide de la France, le «modèle» de la démocratie en Afrique.

La forme et le fond

Depuis son instauration en 1991 par Amadou Toumani Touré¹, dit «ATT», puis les présidences successives d'Alpha Oumar Konaré² (en 1992 et 1997), puis d'ATT lui-même (en 2002, puis 2007), le pays avait apparemment suivi cette trajectoire, confortant la France dans ses certitudes idéologiques selon lesquelles la forme (un processus politique «vertueux») finirait par imposer le fond (la stabilité politique et la paix). Malheureusement, c'était un raisonnement bien faux, calibré surtout pour nous donner bonne conscience et pour donner aussi au Président français une belle image de démocrate sur la scène internationale. C'est beau comme l'antique vu de France, mais en Afrique, ça ne marche pas, pour plusieurs raisons :

- L'Afrique n'est pas la France. Comme l'historien Bernard Lugan l'a rappelé d'innombrables fois, la logique démocratique occidentale «un homme, une voix» n'y fonctionne pas car, sauf cas très particuliers³, en général l'ethnie majoritaire du pays y vote en bloc pour son représentant, ce qui fait qu'elle est toujours reconduite, et que les minorités se sentent dépossédées de tout pouvoir. Seule une véritable confédération ou décentralisation accordant aux provinces une grande autonomie serait susceptible de fonctionner, mais le pouvoir central, lorsqu'il n'est pas militaire, est en général trop faible pour mettre en place et faire tenir un tel dispositif.
- Lorsqu'un pouvoir civil, surtout s'il est faible, est à la tête de l'État, il a en général une peur panique des chefs militaires, qui sont ceux qui peuvent le plus facilement le destituer. Pour cette raison, l'une de ses premières actions consiste à démanteler sa propre armée, afin de conjurer ce risque. On l'a vu à de nombreuses reprises, comme au Zaïre en 1997, où les FAZ (les Forces Armées Zaïroises) ont été envoyées au combat sans armes (et parfois même sans

1 - Cf. Amadou Toumani Touré sur [Wikipédia](#).

2 - Cf. Alpha Oumar Konaré sur [Wikipédia](#).

3 - Comme le Nigeria, où les trois groupes les plus importants, que sont les Yorubas de l'Ouest, les Ibos du delta du Niger et les Haoussas du Nord parviennent à se partager les pouvoirs économiques et politiques après, il est vrai, une sanglante guerre civile, la guerre du Biafra, de 1967 à 1970, déclenchée par une tentative de sécession des Ibos.

uniforme !) et se sont révélées incapables de résister à la petite armée rwandaise⁴, ou précisément au Mali, où quelques colonnes de djihadistes ont été à deux doigts de prendre Bamako en janvier 2013.

Ces considérations plaident plutôt pour le *leadership* d'un «homme fort⁵». C'est la raison pour laquelle, justement, c'est la configuration qui prévaut presque partout, même lorsque le pays est aux mains d'un civil, obligeant la France à des contorsions idéologiques telles qu'elle critique le système politique de ces pays par devant, tout en se félicitant par derrière que le chaos n'y règne pas⁶...

À cette faiblesse de départ qui, au Mali, est loin d'être mineure compte tenu des modes de vie très différents et des graves divergences sociales et politiques entre le Sud noir, peuplé et sédentaire, et le Nord (l'Azawad) arabe ou touareg, très peu peuplé et nomade, s'en est ajoutée une autre, au moment de l'intervention française en 2013. En effet, nous sommes alors intervenus dans un délai excessivement court (quelques jours) pour sauver le régime malien. Mais, ce faisant, nous sommes devenus les otages de nos propres protégés. En effet, comme nous n'avons – nécessité faisant loi – posé aucune condition préalable pour notre intervention, l'État malien a eu beau jeu, ensuite, sachant bien que nous n'oserions pas le laisser tomber après l'avoir publiquement maintenu, de refuser ou reporter *sine die* les discussions et possibles avancées politiques qui permettraient aux «rebelle» de rentrer dans un processus d'intégration au sein du pouvoir. Ceci est une situation absolument classique, que nos «amis» dirigeants africains connaissent bien, et qu'ils n'hésitent pas à utiliser. Ils ont en général les nerfs bien plus solides que nous. Ils savent que, sauf dans de rares cas où nous les avons abandonnés ou même combattus⁷, dans la majorité des autres, nous n'osons pas le faire. Ils n'hésitent pas, du coup, à se placer au bord du précipice et à nous dire : «Est-ce que tu me pousses ? » Ils nous obligent ainsi à les protéger indéfiniment sans contrepartie, et plus l'ennemi est dangereux et proche, plus ils sont en sécurité... Évidemment, dans de telles configurations, le «soutien» coûte de plus en plus cher. S'installe alors une économie de «rente forcée», assortie de corruption et de détournements, que le «protecteur» n'ose pas dénoncer, puisqu'il ne peut pas remettre en cause sa protection. Poule aux œufs d'or pour les «protégés», funeste piège pour le protecteur...

C'est ainsi, embarquée dans une stratégie sécuritaire sans fin, que la France voit mourir ses «boys» depuis des années, sans disposer d'un volet politique permettant d'intégrer les opposants les plus modérés et d'isoler les autres, et par ailleurs sans pouvoir mettre en place le processus de reconstruction nécessaire⁸. C'est cela, la racine de notre échec.

4 - Voir l'article : [«Rwanda : et s'il y avait autre chose ?»](#) dans la SRP.

5 - Les deux pays africains qui ont eu une véritable trajectoire de développement depuis leur indépendance sont la Tunisie de Bourguiba et le Ghana de Jerry Rawlings. Pas des modèles démocratiques, même si Rawlings a quitté le pouvoir en 2000, appliquant ainsi la constitution qu'il avait lui-même fait promulguer.

6 - On a vu ce cas en Algérie, lorsque la Junte invalida, en décembre 1991, le résultat des élections législatives censées donner le pouvoir au FIS, ou encore en Égypte, lorsque le général Al-Sissi organisa le coup d'État militaire contre le Frère Musulman Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013. Critiques et simagrées officielles, soulagement en privé.

7 - Comme en RCI en 2011, où la France a été «déloger» Gbagbo, mais il est vrai que nous disposions déjà de son remplaçant Ouattara.

8 - Ce que l'on appelle le volet «civilo-militaire», indispensable pour gagner les guerres asymétriques. Cf. David GALULA, *Contre-insurrection : théorie et pratique*, Préface de David Petraeus, Éd Economica, 2008.

La situation politique au Mali depuis août 2020

Or c'est précisément pour sortir de cette situation d'ambiguïté, de malaise et de blocage politique permanent, où la France est l'otage de son otage et la cible permanente des ennemis, sans issue politique en vue, que le jeune colonel Assimi Goïta a pris les commandes du pays, en août 2020, puis à nouveau en mai 2021. Il a été adoubé par la Cour Constitutionnelle le 28 mai et a annoncé clairement son intention de poursuivre les négociations avec les rebelles du Nord, dans le but d'une normalisation politique.

La France dispose donc, avec ce changement, précisément de ce dont elle a besoin pour sortir de son piège : un homme fort, et le début d'un processus politique. Mais voilà : ceci contrevient à son «ego politique» et à l'image qu'elle veut donner à l'Afrique et au monde : celui d'une «gardienne de la démocratie», même si chacun sait qu'en Afrique, la démocratie à l'occidentale ne fonctionne pas, et que par ailleurs elle est piétinée tous les jours... Le Président de la République se sent donc humilié ou, en tout cas, il se présente comme tel et se voit obligé de réagir par une annonce de retrait des troupes qui va très clairement à l'encontre de ses intérêts.

Bien entendu, s'il a les nerfs solides, Assimi Goïta n'en tiendra aucun compte. Il sait que la France ne prendra jamais le risque de voir une guerre civile s'installer dans le sud du Mali et encore moins un gouvernement islamiste prendre le pouvoir à Bamako. Elle ne prendra pas plus le risque d'une rupture, car si tel était le cas, le Mali n'aurait aucune difficulté à nous trouver un successeur : les Russes et les Américains sont déjà derrière la porte pour prendre notre place et occuper cette position de «gendarme» du Sahel, une position absolument stratégique⁹ au cœur d'un continent qui sera le «géant» démographique de demain, avec le quart des habitants de la planète, et qui offrira, pour ceux qui y sont installés, un ensemble d'opportunités économiques extraordinaires, malgré les difficultés prévisibles¹⁰. La déclaration du Président est donc du bluff, un effet d'annonce¹¹, et personne n'en est dupe. Les spécialistes font d'ailleurs bien remarquer que «les opérations conjointes sont suspendues à titre provisoire, mais les soldats restent sur place¹²». Il s'agit donc bien plus, à ce stade, d'une menace que d'une véritable décision. On peut déjà prévoir qu'un petit bras de fer va s'engager entre le Colonel Goïta et les autorités françaises¹³. Celui-ci aura beau jeu de faire remarquer qu'il a été adoubé par sa Cour constitutionnelle, que ce n'est pas la première fois que la France soutient un coup d'État militaire en Afrique, et qu'il a besoin de remettre un peu d'ordre avant de passer la main. Il nous demandera si nous voulons vraiment la rupture. Nous ne résisterons pas bien longtemps...

Tout cela est typique, malheureusement, de l'attitude aujourd'hui de la France : manipulée par tout le monde, incapable de profiter de ses avantages, alors que son armée fait bravement le «sale

9 - Une position exceptionnelle dont, incroyablement, nous sommes incapables de profiter ! Il y a vingt ans, nous faisons 10 % du commerce avec ce continent, et les Chinois 5 %. Aujourd'hui, ils en font 20 %, et nous 5 %...

10 - Voir l'article : [«Le paradoxe africain»](#) dans la SRP.

11 - En plus, dans la préparation d'une élection présidentielle, dire «Je retire mes troupes, je refuse de faire tuer nos enfants», c'est en général bien perçu...

12 - Voir [France24](#).

13 - Et, derrière la France, des autorités civiles africaines et de la CDEAO, qui n'ont pas envie que la France prenne simplement acte, sans le sanctionner, d'un coup d'État, comme d'autres dont ils pourraient eux-mêmes, demain, faire les frais...

boulot», faible, sans vision stratégique ni volonté politique, enfermée dans une posture idéologique irréaliste, à cent lieues des réalités africaines, en un mot impuissante.

Et il y a pire encore : ce conflit mortifère du Sahel, c'est la France elle-même qui l'alimente. En effet, comme l'a rappelé de façon lumineuse l'experte Niagalé Bagayoko lors du colloque HEC «Le paradoxe africain» du 10 juin dernier¹⁴, on ne fait pas la guerre au djihadisme, qui n'est qu'un instrument. Nos adversaires sont ses commanditaires, le Qatar et les autres, qui sont par ailleurs nos «amis». Donc nous laissons tuer nos enfants parce que nous n'osons pas dire à ces clients malsains que nous n'acceptons plus cette politique. Décidément, le «en même temps» nous coûte cher.

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

14 - Cf. NDBP n°10.